



Déclaration Préalable CAPD du 9 mai 2017

Emmanuel Macron a été élu avec 20 millions de voix alors que 16 millions d'électeurs ont refusé de choisir et 11 millions ont opté pour l'extrême droite.

Cette société, sous le joug des capitalistes de tout poil, continuera de diluer les solidarités et de faire le lit de l'extrême droite si nous les laissons faire.

Ainsi, la progression du Front National est le résultat des politiques libérales, des lois régressives, des remises en cause des droits, comme des renoncements des gouvernements successifs à œuvrer véritablement pour la justice sociale et la réponse aux besoins sociaux et environnementaux.

L'autoritarisme, les engagements non tenus ou les reniements, le renoncement à une Europe sociale, les dénis de démocratie et les politiques menées ont cultivé la désespérance et le fatalisme d'une partie de la population. Cela est renforcé par la casse de l'industrie et des services publics, la montée du chômage et de la précarité, l'abandon des zones rurales et périurbaines.

Emmanuel Macron est l'un des artisans de ces politiques libérales. Il en a fait la preuve comme ministre, avec sa loi qui a étendu le travail du dimanche, et avec la loi El Khomri, qu'il aurait voulue plus dure encore. Alors même que le chômage est déjà catastrophique, il veut supprimer 120 000 postes dans les services publics, qui se dégradent déjà, faute de personnel. Il dit vouloir « libérer le travail », c'est-à-dire aggraver encore la précarité des salariés alors que les conditions et l'intensification du travail causent des dommages en terme de santé publique dans tous les secteurs d'activités. Il déclare déjà vouloir gouverner par ordonnances et en recourant massivement au 49.3, au mépris de la démocratie. Il se pose en rempart contre Mme Le Pen. Mais la politique qu'il a programmée ne pourra que mécaniquement renforcer le FN.

Si nous dénonçons ces mesures délétères depuis des années, si nous constatons qu'elles produisent des ravages lourds de conséquences, nous refusons pour autant la résignation ou l'abdication. Nous estimons, au contraire, que le monde du travail est à même de faire rempart aux mesures nocives que l'on nous propose.

Nous sommes ainsi convaincus que nous devons continuer de porter des propositions alternatives pour une société plus juste et plus solidaire : partage du temps de travail, juste répartition des richesses, réforme fiscale solidaire, mesures pour une transition écologique pour préparer l'avenir, renforcement des services publics et de la protection sociale pour lutter contre les inégalités, pour permettre la réussite scolaire et l'élévation d'un niveau de qualification pour tous les jeunes. C'est cette orientation que le SNUipp-FSU continuera de porter et de défendre avec les personnels. Il construira les mobilisations nécessaires dans l'unité la plus large.

Parce que, contrairement à l'une, la différence est pour nous une chance et un enrichissement. Parce que, contrairement à l'autre, les conquêtes sociales passées et à venir sont pour nous l'assurance d'une république apaisée et heureuse.

Nous défendrons également le paritarisme alors qu'il semble être – à la lecture du programme ou déclarations - une cible de choix pour le nouveau président. C'est même, plus généralement, le droit syndical qui pourrait être remis en cause.

Encore une fois, il s'agit de présenter les salariés comme des « ennemis » et leur-e-s représentant-e-s syndicaux comme de rétrogrades empêcheurs de tourner en rond... bien que le monde ne paraît pas lui-même tourner très rond !

Concernant l'éducation, deux mesures devraient être rapidement prises dans le 1^{er} degré : l'instauration de CP à 12 élèves par classe et une carte blanche aux collectivités territoriales sur la question des rythmes scolaires. Mais il ne faudrait pas que des effectifs abaissés ici entraînent mécaniquement des hausses partout ailleurs. Abaisser dès la prochaine rentrée les effectifs des classes de CP en REP+ ne manque donc pas de nous interroger. L'urgence aujourd'hui est de combler le sous-investissement budgétaire structurel très important qui frappe l'école primaire dans notre pays pour lui permettre enfin de réduire les inégalités.

M. Macron prévoit de redéployer les postes de maîtres supplémentaires pour dédoubler les CP. Supprimer un dispositif qui d'après la recherche commence à faire ses preuves au service des élèves de l'éducation prioritaire serait une grave erreur.

La réforme des rythmes scolaires a désorganisé le fonctionnement des écoles. Celle-ci a été avant tout une réforme des temps périscolaires. Elle s'est faite sans les enseignants et a renforcé le pouvoir des municipalités. Elle a déstabilisé le travail des équipes enseignantes et dégradé leurs conditions de travail. Laisser aujourd'hui chaque municipalité choisir de poursuivre ou non dans cette voie n'est pas acceptable. Le SNUipp-FSU demande sa remise à plat et le retour à un cadrage national.

Le SNUipp dans la FSU poursuivra son engagement syndical. Et notamment pour défendre la Fonction publique et ses agent-es mais aussi pour faire vivre la démocratie en promouvant les valeurs d'égalité, de justice, de laïcité, de liberté...et leur donner pour toutes et tous une réalité au quotidien.

Les commissaires paritaires du SNUipp-FSU